Burundi : Le budget 2013 arrêté à 1.319,3 milliards de francs

PANA, 07 décembre 2012 Bujumbura, Burundi - Le budget général de l'Etat burundais va passer de 1.211,7 milliards de francs burundais (un dollar américain = 1.505,2 francs burundais au taux du jour de la Banque centrale) en 2012 à 1.319,3 milliards de francs burundais en 2013, soit une hausse de l'ordre de 8,2%, a appris la PANA de source officielle à Bujumbura. La tendance haussière du budget général de l'Etat au Burundi s'observe depuis 2005 du fait de nouvelles dépenses liées à la situation de pays post-conflit.

Les données disponibles à l'Institut des statistiques et des études économiques du Burundi (ISTEEBU) indiquent que depuis cette date, le budget général de l'Etat a augmenté de plus de 271%. Dans le détail des prévisions budgétaires pour l'année prochaine, un communiqué de presse du Secrétariat général du gouvernement a fait état, vendredi, conseil-marathon des ministres de ces deux derniers jours qui s'est penché sur le projet de budget pour 2013 et dont l'autre caractéristique est un déficit de quelque 68,2 milliards de francs burundais. Ce déficit est néanmoins inférieur à 47,1 milliards de francs burundais à celui de 2012 qui était estimé à 115,3 milliards de francs burundais. Le financement de ce déficit proviendra de "l'endettement, à la fois extérieur et intérieur", indique le communiqué de presse du gouvernement burundais qui estime encore les dépenses courantes et les dépenses d'investissement à 1.387,5 milliards de francs burundais, l'année prochaine. Le texte du communiqué avise que la politique budgétaire qui sera menée l'année prochaine consistera à mobiliser davantage de ressources et à les orienter dans les secteurs porteurs de croissance, tout en maintenant le niveau des acquis dans les secteurs sociaux. Par ailleurs, dans le but d'augmenter les recettes, l'Office burundais des recettes (OBR, gouvernemental) va élargir l'assiette fiscale, lutter contre la fraude, l'évasion fiscale et renforcer le recouvrement des arriérés. Le communiqué officiel revient sur l'élaboration du projet de budget "dans un environnement international caractérisé par la persistance des incertitudes sur la croissance mondiale du fait des tensions inflationnistes liées aux cours mondiaux élevés du pétrole et des produits alimentaires, de l'aggravation des déséquilibres budgétaires dans la zone euro et des tensions politiques dans la zone arabe". Au niveau interne, "cette conjoncture internationale se traduit par la hausse des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires qui ont de lourdes conséquences sur la croissance de l'économie". Pour faire face à ces chocs, "le gouvernement continuera à appliquer certaines mesures, notamment celles visant à renoncer à une partie des taxes sur le carburant et les produits alimentaires importés", rassure à la fin le communiqué de presse.